



HAL
open science

Master Analyse économique et développement international

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'un master. Master Analyse économique et développement international. 2011, Université d'Auvergne - UDA. hceres-02041687

HAL Id: hceres-02041687

<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02041687v1>

Submitted on 20 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Evaluation des diplômes Masters – Vague B

ACADEMIE : CLERMONT-FERRAND

Etablissement : Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand 1

Demande n° S3MA120000518

Domaine : Droit, économie, gestion

Mention : Analyse économique et développement international

Présentation de la mention

La mention « Analyse économique et développement international » (AEDI) est construite autour du thème de l'économie internationale et des pays en développement. L'objectif est de comprendre les problèmes cruciaux posés par l'évolution de ces pays et de proposer des solutions. Ceci conduit à former un petit nombre de chercheurs (ou enseignants-chercheurs) très qualifiés sur ce sujet, et surtout des experts de haut niveau ou des consultants plus spécialisés sur certains aspects particuliers du sous-développement, capables d'aider à résoudre ces problèmes.

La mention AEDI s'appuie solidement sur un laboratoire de recherche reconnu internationalement, le CERDI (Centre d'études et de recherches sur le développement international). Basée sur une première année commune, elle draine de nombreux étudiants du reste de la France et de l'étranger pour nourrir huit spécialités en seconde année : une spécialité recherche ; cinq spécialités professionnelles et deux spécialités « à régime particulier » puisqu'elles sont destinées à former, dans des programmes financés par la Banque mondiale et par l'AFD (Agence française de développement), les cadres de la haute administration ou du secteur privé des pays en développement.

Indicateurs

Effectifs constatés	250
Effectifs attendus	380
Taux de réussite	77 % à 100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

Bilan de l'évaluation

- Appréciation globale :

Il s'agit d'une formation de très grande qualité grâce à ses liens avec la recherche de haut niveau, la qualité des débouchés professionnels offerts et sa forte internationalisation. La diversité des parcours et des spécialités proposés - bien que tous centrés sur le développement international - permet une affectation optimale des étudiants en fonction de leurs motivations et de leur capacité. Tout cet ensemble procure à la mention AEDI une très forte attractivité nationale et internationale dans le domaine qui est le sien.

Le but de la formation est de faire connaître aux étudiants les concepts, les méthodes et les techniques de l'économie du développement et de l'économie internationale. Les débouchés visés sont - outre l'enseignement supérieur et la recherche - les métiers du conseil et de l'expertise (dans les organisations internationales,



l'administration française de la coopération, les sociétés de conseil et d'études) et ceux liés à l'activité internationale des entreprises multinationales et des banques.

La formation se trouve en situation de monopole à Clermont puisqu'elle est la seule formation économique existant dans l'académie. Elle est aussi une des très rares mentions existant en France dans le domaine de l'économie du développement international, reflétant ainsi la position du CERDI (le laboratoire d'appui de la mention), qui est une équipe de réputation internationale. L'ouverture au monde des grandes organisations internationales est intimement liée à la nature même de la mention et se manifeste dans le recrutement des étudiants et dans la composition de l'équipe pédagogique.

La mention AEDI comporte une première année, elle-même subdivisée en un parcours « Magistère » et un parcours APE (« Analyse et politique économique ») un peu moins poussé. Le parcours « Magistère3 (qui a la forme d'un DU) se poursuit en seconde année dans la spécialité recherche et dans une des spécialités professionnelles. En deuxième année, la mention comporte huit spécialités. De nombreux cours sont mutualisés. Les stages sont obligatoires pour chacune des années du master et encadrés par un tuteur dans l'organisme d'accueil et par un membre de l'équipe pédagogique. Cette dernière est nombreuse et variée : elle comprend 35 enseignants et chercheurs de l'établissement (dont 18 maîtres de conférences - MCF - et 10 professeurs - PR - plus 6 chargés de recherche - CR - et 2 directeurs de recherche - DR -), 30 professeurs invités et une centaine de professionnels. L'ensemble est piloté par un conseil de perfectionnement et un conseil des étudiants qui se réunissent régulièrement.

Actuellement, les inscriptions annuelles sont de 50 en M1 et 200 en M2 (en éliminant les réinscriptions). Le tiers des étudiants est étranger et, pour la plupart, entre directement en M2 (à la suite de sélections par la Banque mondiale ou par l'AFD) dans des formations spécifiquement créées à leur intention.

- Points forts :
 - Appui recherche de grande qualité, forte intégration formation-recherche, parcours d'excellence en recherche.
 - Notoriété internationale sur le champ scientifique, très forte attractivité internationale.
 - Cohérence et unité thématique, complétée par un grand éventail de spécialités et donc de débouchés proposés autour de cette thématique.
- Point faible :
 - Déséquilibre quantitatif M1-M2.

Notation

- Note de la mention (A+, A, B ou C) : A+

Recommandations pour l'établissement

Dans la perspective du LMD (licence-master-doctorat), il faudrait, dans la mesure du possible, poursuivre l'intégration du M1 et du M2, comme cela a été déjà engagé : attirer les nouveaux étudiants dès le M1 et les conserver en M2, au lieu de les faire venir uniquement pour le M2. Ceci ne concerne bien sûr que les spécialités qui sont conçues pour un public en formation initiale.

La politique de recrutement d'enseignants-chercheurs étrangers de haut niveau est une bonne chose, qui devrait être renforcée pour conforter la réputation internationale de la formation et faciliter l'apprentissage de la communication avec les milieux internationaux, que ce soit pour les futurs doctorants ou les futurs experts.

Appréciation par spécialité

Economie du développement

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité recherche, très sélective puisqu'elle regroupe des étudiants du magistère (auxquels s'ajoute une petite proportion d'extérieurs recrutés sur concours), propose un enseignement de haut niveau sur l'analyse des conditions et des politiques de développement, tant dans leurs aspects internes qu'internationaux. Cette formation débouche normalement sur le doctorat ou l'expertise au sein d'organisations internationales ou nationales.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	25
Effectifs attendus	25
Taux de réussite	95 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	83 %
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	79 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	90 %

- Appréciation :

Cette spécialité répond à un besoin patent en chercheurs et experts de l'analyse du développement économique hautement qualifiés, tant dans l'orientation recherche académique que dans l'orientation expertise professionnelle. Cette bivalence est confortée par la coexistence au sein du magistère (Diplôme d'université) d'une spécialité professionnelle « Analyse de projets de développement » à côté de la spécialité recherche, ces deux spécialités étant largement mutualisées.

Une partie des étudiants viennent du M1 « Magistère », les autres sont recrutés sur concours. La qualité du recrutement des entrants et la qualité de l'équipe pédagogique, ses liaisons étroites avec le CERDI et son réseau international, font de la spécialité recherche « Economie du développement » une formation unique en France.

- Points forts :

- Réputation nationale et internationale du diplôme, importance et qualité de l'appui recherche.
- Possibilité pour les étudiants de choisir entre la recherche ou un avenir professionnel de haut niveau grâce aux deux spécialités du magistère qui sont largement mutualisées et de niveau équivalent.
- Diplôme prestigieux qui est un signal de qualité renforçant l'attractivité de l'ensemble de la mention AEDI.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A+

Recommandations pour l'établissement

Il serait souhaitable d'élargir le bassin de recrutement au-delà de la France et du monde francophone. Le développement des enseignements en anglais par des spécialistes reconnus peut être une solution, mais la communication Internet pourrait aussi renforcer l'image internationale de la spécialité (et par la même occasion, celle des autres spécialités)



Analyse de projets de développement

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité professionnelle est le pendant de la spécialité recherche en termes de niveau et de contenu ; toutes deux constituent la troisième année du magistère et ont donc les mêmes critères de sélection (M1 « Magistère » plus recrutement national sur concours). Les étudiants peuvent ainsi opter pour une spécialisation professionnelle d'analyse et de gestion de projets de développement (la présente spécialité, qui a pour but de former des experts de haut niveau) ou se réorienter vers la spécialité recherche.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	30-35
Effectifs attendus	30-35
Taux de réussite	90 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	77 %
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	83 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	91 %

- Appréciation :

Cette spécialité répond à un besoin patent en experts professionnels hautement qualifiés de l'analyse du développement économique. Grâce à la mutualisation de nombreux enseignements, cette spécialité à dominante professionnelle fonctionne en binôme avec la spécialité recherche et les flux croisés, y compris en cours d'année, permettent d'optimiser le parcours des étudiants.

La qualité du recrutement des entrants et la qualité de l'équipe pédagogique, ses liaisons étroites avec le CERDI et son réseau international, font de la spécialité « Analyse de projets de développement » une formation d'excellent niveau. Les cours font appel à de nombreux professionnels, assurant ainsi un ciblage précis des emplois à la sortie.

- Points forts :

- Qualité de l'appui recherche sur le CERDI.
- Effectifs importants et réguliers, provenant de façon équilibrée de France et de l'étranger.
- Articulation avec la spécialité recherche.

- Point faible :

- Les cours en anglais sont encore insuffisamment présents.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A+

Recommandations pour l'établissement

Il faudrait renforcer la visibilité internationale et le bassin de recrutement de cette spécialité au-delà de la France et du monde francophone. Le développement d'enseignements en anglais pourrait favoriser cette mutation.



Economie de la santé dans les pays en développement et en transition

- Présentation de la spécialité :

Le but est de former des spécialistes pour orienter les politiques publiques de santé dans les pays en voie de développement (PVD) et contribuer à les mettre en œuvre. Il s'agit d'une spécialité rare (la seule en France actuellement) qui lie les thématiques de la santé et du développement et répond ainsi à un besoin réel de spécialistes non seulement dans les PVD, mais aussi dans les organisations internationales et les sociétés de conseil.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	19-27
Effectifs attendus	30
Taux de réussite	>90 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	73 %
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	65 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	67 %

- Appréciation :

Il s'agit d'une formation dont le niveau est garanti par son appui recherche au CERDI, ainsi que par la qualité de son équipe pédagogique dont tous les enseignants, y compris les professionnels, publient soit dans le domaine de l'économie de la santé, soit dans celui de l'économie du développement. La spécialité a fait ses preuves depuis 8 ans et ses débouchés sont bien balisés ; elle accueille 50 à 60 % d'étrangers. Elle accueille aussi des étudiants hors domaine Droit, économie, gestion (par exemple des médecins) qui veulent acquérir une seconde spécialité.

- Points forts :

- Diversité de l'origine des étudiants qui crée une dynamique de réflexion et de travail enrichissante.
- Notoriété internationale des intervenants extérieurs.
- Originalité du diplôme dans le paysage de formation français.

- Point faible :

- Préparation à la spécialité insuffisante au niveau du M1.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Il serait judicieux d'introduire dans le M1 une unité d'enseignement (UE) de mise à niveau pour les étudiants n'ayant pas suivi un parcours économique. Ceci pourrait s'accompagner d'un renforcement de la préparation de cette spécialité en M1 et de l'introduction de cours en anglais.



Développement durable dans les pays en développement et en transition

- Présentation de la spécialité :

Il s'agit d'une spécialité qui porte sur les enjeux environnementaux et la gestion des ressources naturelles, dans la perspective des pays en développement (perte de biodiversité, conséquences du changement climatique, désertification, dégradation des terres, déforestation, accès à l'eau etc.). Le développement durable est un des axes de recherche du CERDI, ce qui renforce évidemment l'adossement recherche de cette spécialité qui débouche sur des emplois dans la coopération internationale, dans les ONG ou dans le consulting.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	20
Effectifs attendus	30
Taux de réussite	95 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	57 %
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	91 %
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	71 %

- Appréciation :

Spécialité créée en 2005, elle bénéficie d'un partenariat institutionnel étroit avec l'AFD qui est co-opérateur du programme. Le tiers des enseignements est assuré par des professionnels (y compris de l'AFD), et un autre tiers par des enseignants et chercheurs extérieurs à l'université. Elle attire un nombre croissant d'étudiants (dont 1/3 d'étrangers) et répond à un « besoin d'écologie » lui aussi croissant à long terme, tant dans les pays émergents que dans les pays développés.

- Points forts :

- Intérêt scientifique de la formation, adossement recherche solide.
- Partenariats académiques et professionnels.
- Attractivité auprès d'étudiants en formation continue.

- Point faible :

- Volume horaire élevé.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Il conviendrait de renforcer la préparation à cette spécialité au niveau du M1, de façon à réduire son volume horaire. Dans le même temps, il conviendrait d'augmenter la part des professionnels dans la formation sous forme d'enseignements pratiques ou d'encadrement de travaux étudiants.



Finances publiques dans les pays en développement et en transition

- Présentation de la spécialité :

La spécialité est proposée à l'ouverture à la rentrée 2011. Elle a pour but la formation d'experts en finances publiques pour les pays en voie de développement (principalement francophones). Elle répond donc aux besoins en spécialistes de la fiscalité, de la dépense publique et de la gestion de la dette qui sont criants dans de nombreux pays en développement ou émergents. Les débouchés dans le secteur de la coopération des pays développés sont probablement plus faibles.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	SO
Effectifs attendus	20-30
Taux de réussite	SO
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	SO
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	SO
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	SO

- Appréciation :

Ce projet répond à un besoin pour lequel la capacité scientifique et pédagogique existe manifestement : l'appui recherche du CERDI est significatif dans le domaine fiscal, et la mobilisation de cadres de la Banque mondiale, du FMI (Fonds monétaire international) ou de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) contribuera à la formation d'excellents professionnels pour les ministères des finances locaux. Il serait possible d'élargir les débouchés en visant les métiers de conseil en fiscalité et d'analyse du risque-pays, à destination des entreprises et des banques.

- Points forts :

- Bon adossement recherche et notoriété des intervenants extérieurs.
- Qualification de l'équipe pédagogique en vue des objectifs professionnels.

- Point faible :

- Spécialité qui démarre et qui aura nécessairement besoin d'être affinée.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Cette formation devra être testée sur quelques années. Il conviendra de l'évaluer dès la première année et adapter la maquette en fonction des évaluations. Une ouverture à la demande des pays anglophones (et à leurs systèmes fiscaux spécifiques) pourrait constituer une première adaptation.



Economie de la Chine, pays émergents et mondialisation

- Présentation de la spécialité :

La spécialité vise à fournir les compétences en matière de stratégies de développement de relations des entreprises ou administrations avec des pays émergents d'Asie ou d'Amérique latine. Cette formation était, dans le précédent quadriennal, un parcours d'une spécialité unique « Développement international » qui regroupait le parcours « Chine » avec un parcours recherche et un parcours « Analyse de projets ». Ces trois parcours sont maintenant proposés en trois spécialités, ce qui rend à la fois cette formation en particulier et la mention en général beaucoup plus lisibles.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	12
Effectifs attendus	30
Taux de réussite	90 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

Cette spécialité innovante bénéficie d'un fort appui recherche grâce à l'IDREC (Institut de recherche sur la Chine), qui est un département spécialisé du CERDI, et répond à un besoin manifeste auquel peu de formations répondent actuellement. Il s'agit donc d'une formation originale, à la fois par son caractère pluridisciplinaire et par le réseau d'accords passés avec des universités chinoises (et d'autres pays émergents) ainsi qu'avec des entreprises internationales et les organisations internationales intéressées.

- Points forts :

- Fort adossement recherche et équipe pédagogique très impliquée dans l'analyse économique de la Chine.
- Compétence exclusive sur le thème au niveau national.
- Adaptation au marché du travail.

- Point faible :

- Recrutement des étudiants sur un bassin linguistique francophone, ce qui limite les effectifs potentiels en provenance des autres pays européens.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

Le passage de cet ancien parcours au statut de spécialité devrait lui assurer la visibilité qu'il mérite et attirer un nombre d'étudiants nettement supérieur aux performances passées. Dans cette spécialité comme dans d'autres, l'élargissement du bassin de recrutement à des non-francophones serait un plus significatif (introduction de cours en anglais).



Gestion de la politique économique

- Présentation de la spécialité :

Il s'agit d'une spécialité originale, parrainée (et financée) par le Ministère des affaires étrangères et la Banque mondiale, et destinée à la formation continue de hauts-fonctionnaires économistes des pays de l'Afrique francophone, pour améliorer leur compétence dans la conduite des politiques économiques.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	30
Effectifs attendus	30
Taux de réussite	100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	NR
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	NR

- Appréciation :

La spécialité est bien ciblée et jouit de débouchés réservés et bien délimités, et d'un public d'utilisateurs de très bon niveau, motivés et intéressants, et dont la formation est financée. Cette spécialité a fait ses preuves en formant 480 auditeurs au cours de ses 16 années d'existence. Elle mérite d'être soutenue en dépit de l'absence de perspective recherche.

- Points forts :

- Identification claire de la cible de formation et bonne adaptation du programme à cette cible.
- Suivi régulier des anciens auditeurs mené en concertation avec la Banque mondiale et le Ministère des affaires étrangères.
- Diversité des pays d'origine des auditeurs.

- Point faible :

- Risque d'une technicisation de la formation qui peut se faire au détriment de la réflexion des auditeurs sur les aspects politiques et sociaux du développement.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A+

Recommandations pour l'établissement

La formation, malgré son succès passé et actuel, pourrait s'ouvrir davantage à l'Afrique anglophone et lusophone.



Maîtrise d'ouvrage publique et privée

- Présentation de la spécialité :

Cette spécialité a pour but de former des fonctionnaires ou des cadres de grandes entreprises des pays en développement, capables de concevoir, analyser, conduire et évaluer des projets de développement dans les secteurs public et privé. La formation est entièrement financée par l'AFD, de la même manière que pour la spécialité « Gestion de la politique économique » ; elle propose deux parcours, selon un clivage public/privé. Le bassin de recrutement des étudiants est explicitement l'Afrique francophone. La spécialité est exclusivement en formation continue (tous les candidats doivent être proposés par leur employeur local qui les « libère » pour une année), ce qui résout la question des débouchés.

- Indicateurs :

Effectifs constatés	40
Effectifs attendus	40
Taux de réussite	100 %
Résultat de l'évaluation des enseignements par les étudiants (taux de réponses)	
Résultat de l'analyse à 2 ans du devenir des étudiants diplômés ou non (taux de réponses)	
Résultat de l'analyse à 2 ans de la formation par les sortants (taux de réponses)	

- Appréciation :

La spécialité fait pendant à la spécialité « Gestion de la politique économique », avec un parrainage différent (AFD à la place de la Banque mondiale) et une image peut-être un peu moins prestigieuse. Elle a un thème voisin d'une autre spécialité (« Analyse des projets de développement »), mais est plus « technique » au sens où elle n'a aucune dimension recherche et ne prend aucun étudiant en formation initiale. Mais l'ensemble se tient très bien et est de bon niveau, les candidatures sont nombreuses (220 candidats pour 40 places) et l'encadrement - composé pour partie d'enseignants-chercheurs du CERDI et pour partie de cadres de l'AFD spécialistes de la gestion de projets - est tout à fait solide.

- Points forts :

- Partenariat stable avec l'AFD pour le financement de la spécialité et pour la sélection des étudiants.
- Forte attractivité de la formation en Afrique francophone.
- Réseau d'anciens unique en Afrique.

- Point faible :

- Focalisation sur l'Afrique francophone.

Notation

- Note de la spécialité (A+, A, B ou C) : A

Recommandations pour l'établissement

L'ouverture sur l'Afrique non-francophone pourrait être renforcée.